

CHÔMEURS, INTERMITTENTS, PRÉCAIRES NI COUPABLES, NI VICTIMES, EN LUTTE !

La désastreuse fusion des ASSEDICS et de l'ANPE a entraîné une surenchère de contrôles humiliants, de mépris (ah les joies du 39 49...) et de radiations. Le refus de l'accompagnement contraint des chômeurs vers l'emploi « raisonnable », c'est à dire sous-payé et non choisi, à coups de convocations mensuelles imposées et de menaces n'était d'ailleurs pas pour rien dans les grèves de salariés de Pôle Emploi eux aussi soumis aux contraintes du contrôle de gestion. L'instauration du RSA quant à elle, loin d'encourager les travailleurs pauvres à intégrer ce dispositif qui leur est destiné, s'est traduit par une réticence prononcée à entrer dans cet engrenage du flicage.



Ces deux mesures sociales sont accompagnées d'une inflation des discours sur la « mobilisation » des précaires : la glorification de la « valeur travail » aux relents pétainistes conjuguée aux techniques de *management* et de *coaching* seraient censées motiver tous ceux qui semblent dubitatifs face aux bienfaits de l'emploi. Des stages, des formations bidon, des « accompagnements » intensifs sous-traités à des boîtes privés se faisant du pognon sur le dos des précaires viennent rappeler au futur travailleur heureux qu'il faut être actif et impliqué même dans un boulot de merde et sous-payé. Et pour bien d'autres, c'est la course au cachet, sans cesse recommencée et le piège du statut d'auto-entrepreneur, l'auto-exploitation, la faillite et l'endettement pour perspectives.

Parmi les millions d'inscrits à Pôle Emploi, plus de la moitié ne perçoivent pas d'allocations. Des millions de « découragés » se débrouillent avec des expédients divers et préfèrent éviter les sinistres locaux aseptisés de Pôle Emploi et leurs agents au bord de la crise de nerfs. On parle de plus de 8 millions de salariés pauvres, dont une très large majorité des femmes, vivant avec des revenus dérisoires et confrontés à des conditions de travail dégradantes. Dans ce contexte, les conditions de logement de millions de personnes continuent à être désastreuses. La pression sur les sans papiers condamnés à des boulots encore plus sous-payés que d'autres et à la peur s'accroît. Entre-temps les gouvernants gouvernement et les capitalistes capitalisent. Le vol de nourriture explose, nous dit-on, dans les supermarchés. Appelons ça auto-défense sociale.

C'est contre la misère et le flicage de la misère que des sans papiers se mettent en grève, que des précaires, des mal-logés s'organisent et agissent en menant des actions dans les Pôle Emploi et les CAF, en faisant des auto-réductions dans des supermarchés, en occupant des maisons vides.

Des marches de chômeurs et précaires ont commencé dans une quinzaine de villes ; à Brest la mairie est occupée depuis vendredi et devient un lieu de regroupement pour ceux qui décident de sortir de l'isolement et de lutter. Samedi 5 décembre une manifestation nationale aura lieu à Rennes, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille et Paris. Avant et après, INTENSIFIONS LES LUTTES DE TOUS LES PRÉCAIRES.

Exigeons dès maintenant : le relèvement massif des minima sociaux - pas d'allocation en dessous du SMIC -, la suppression de l'« offre raisonnable d'emploi » et du suivi mensuel obligatoire, la suppression du 3949 et le rétablissement de l'accueil au guichet, la liberté d'établir ou non un contrat d'insertion avec des contenus décidés par les allocataires eux-mêmes.

MANIFESTATION CONTRE LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ, POUR DE NOUVEAUX DROITS SAMEDI 5 DÉCEMBRE À 14H, PLACE STALINGRAD

MULTIPLIONS LES ACTIONS AVANT ET APRÈS LE 5 DÉCEMBRE, ET RETROUVONS-NOUS MERCREDI 25 NOV À 15H À ASNIÈRES, M° COURTILLES, LIGNE 13 MERCREDI 2 DÉCEMBRE À 11H PLACE DU CHÂTELET

Coordination des intermittents et précaires (idf)
www.cip-idf.org

Pour ne pas se laisser faire, agir collectivement :

PERMANENCE CAP, Accueil et informations sur le régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle

Lundi de 15h à 18h, Envoyez questions détaillées, remarques, analyses à cap@cip-idf.org

PERMANENCE PRÉCARITÉ, Accueil et informations sur le régime général, le RSA, les allocations logement...

Lundi de 15h à 17h30. Adressez témoignages, analyses, questions, récits d'action, infos utiles à permanenceprecarite@cip-idf.org

Cip-idf, 14 quai de charente, Paris 19e, M° Corentin Cariou, ligne 7, Tel 01 40 34 59 74